

La grande impasse du livre blanc Pourquoi nos prospectivistes officiels négligent-ils la menace que fait peser le crime organisé sur la sécurité des citoyens ?



PATRICK AFRATE

L'unique rôle d'un livre blanc est celui d'une vigie : adoptant la logique du "devant nous, plus loin sur la route", pareille étude doit, de façon dynamique, exposer, imaginer et décoder les dangers et les menaces dans ce qu'ils ont d'évolutif : ce qui apparaît, ce qui mute, ce qui décline. Mondialisation, donc, accélération généralisée obligent : un livre blanc doit ensuite inscrire cette analyse d'éveil dans une juste orientation temporelle ; sinon, l'ouvrage végète entre le statique et le rétrospectif. Mission accomplie ? Hélas, non ! Le récent "Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale" n'a en rien rempli son cahier des charges.

De fait, que disent aujourd'hui les grandes instances stratégiques mondiales chargées de la "sécurité globale" ? Qu'en matière d'analyse des périls, le problème crucial est celui de l'imagination. Que les attentats du 11 septembre 2001 et leur principale conséquence, l'abysse échec irakien, ont pour commune origine un grave déficit d'imagination : dans les deux cas, dit un stratège, « les questions les plus cruciales n'ont jamais été posées ».

Idem en Afghanistan, où, dès 2014, l'Otan et les États-Unis se dirigent droit vers un « échec maquillé en victoire », selon la formule d'un haut cadre du renseignement américain.

Quid du terrorisme et de la piraterie ? Devant des menaces aussi sévères, un livre blanc doit bien sûr scruter l'horizon et non se borner à piloter au rétroviseur. Or là encore, ses auteurs ont prolongé les courbes et non scruté l'horizon. Car à la Corne de l'Afrique, au large de la Somalie, là où la piraterie sévissait le plus dangereusement, elle s'effondre, au point qu'on commence localement à évoquer sa plausible disparition – au profit bien sûr d'autres activités criminelles, qu'un livre blanc aurait dû au plus vite détecter pour pouvoir ensuite y parer – à temps.

Et le terrorisme en Europe ? Lisons les derniers chiffres d'Europol, portant sur l'année 2012. Pour toute l'Union européenne, il y a eu l'an passé 161 attentats « réussis ou entrepris », dont 125 en Corse, 25 en Irlande du Nord. Hormis ces

deux microterritoires et pour tout le reste de l'Union (500 millions d'habitants), 11 attentats ont été commis, dont 10 en Italie, et ce par de fantomatiques anarchistes. Avec, au final, une proportion infinitésimale de 0,032 attentat pour 100 000 habitants. Et, comme on le voit ces derniers temps, les ultimes sursauts d'un djihad à l'agonie – dangereux sans doute, mais relevant du renseignement local, et loin de présenter le moindre danger stratégique.

Quelles sont alors les nouvelles menaces ? Que devons-nous scruter dès à présent ? À quoi notre armée, nos services spéciaux, notre police et notre justice doivent-ils se préparer ? Hors des affaires militaires classiques, qui ne concernent pas un criminologue, on commence à l'entrevoir :

- l'hybridation toujours plus poussée entre criminels et terroristes, en Europe mais aussi en Afrique du Nord ;

- le déferlement des contrefaçons dangereuses, à commencer par les médicaments ;

- une baisse de la toxicomanie habituelle (cannabis, cocaïne, etc.) mais l'explosion symétrique de l'usage de médicaments détournés, utilisés pour se droguer. Un seul chiffre : aujourd'hui aux États-Unis, les surdoses médicamenteuses mortelles provoquent plus de morts que les accidents de voiture !

Telles sont les menaces qui émergent à l'horizon proche. Tels sont les problèmes auxquels le commandement des opérations spéciales, les services spéciaux, les policiers seront confrontés demain – et commencent déjà à l'être. Des forces et des services confrontés, dès aujourd'hui, à une révolution copernicienne : passer d'une logique de confrontation avec des collectifs terroristes structurés en organisations et réseaux, à une pratique du groupusculaire, voire de l'individuel, aux frontières du pathologique.

Pour comprendre et maîtriser ces menaces, pour résoudre ces problèmes neufs, le moins qu'on puisse dire est que le dernier "Livre blanc de la défense et de la sécurité nationale" n'aide pas vraiment les praticiens du crime... ●